



02.422

Parlamentarische Initiative

Hegetschweiler Rolf.

**Ladenöffnungszeiten in Zentren
des öffentlichen Verkehrs**

Initiative parlementaire

Hegetschweiler Rolf.

**Heures d'ouverture des commerces
dans les centres de transports publics**

Zweite Phase – Deuxième étape

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 29.09.03 (ERSTE PHASE - PREMIÈRE ÉTAPE)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 16.03.04 (ZWEITE PHASE - DEUXIÈME ÉTAPE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 09.06.04 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 30.09.04 (FORTSETZUNG - SUITE)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 08.10.04 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 08.10.04 (SCHLUSSABSTIMMUNG - VOTE FINAL)

Antrag der Mehrheit
Eintreten

Antrag der Minderheit
(Rennwald, Daguet, Fässler, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Strahm)
Nichteintreten

Antrag Daguet
Rückweisung an die Kommission
mit dem Auftrag, bei den Kantonen und den Sozialpartnern eine Vernehmlassung durchzuführen.

Proposition de la majorité
Entrer en matière

Proposition de la minorité
(Rennwald, Daguet, Fässler, Leutenegger Oberholzer, Rechsteiner Paul, Strahm)
Ne pas entrer en matière

Proposition Daguet
Renvoi à la commission
avec mandat de consulter les cantons et les partenaires sociaux.

Maitre Jean-Philippe (C, GE), pour la commission: Vous vous en souvenez, le 29 septembre 2003, notre conseil, par 87 voix contre 43, a donné suite à l'initiative parlementaire Hegetschweiler qui a pour but de permettre aux services accessoires dans les gares, qui sont les centres de transport public, d'occuper du personnel tous les jours de la semaine, y compris le dimanche. L'initiative prévoyait une adaptation de l'article 39 alinéa 2 de la loi fédérale sur les chemins de fer.
En deuxième phase, la commission a décidé de modifier la loi sur le travail plutôt que la loi sur les chemins de fer, et elle a adopté le projet qui vous est soumis, par 15 voix contre 7 et 1 abstention.



Quelle est l'origine de ce projet? L'article 39 alinéa 2 de la loi sur les chemins de fer prévoit que "les dispositions cantonales et communales en matière d'heures d'ouverture et de fermeture ne sont pas applicables aux services définis par les entreprises de chemins de fer comme services accessoires". La question de savoir quelles entreprises répondent à la définition de services accessoires dans les gares a donné lieu, il faut le dire, depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les chemins de fer en 1957, à de nombreuses discussions et décisions judiciaires. A la suite d'un arrêt du Tribunal fédéral de 1997 (cf. ATF 123 II 317ss.), notre Parlement a révisé cette disposition légale (art. 39 LCdF), et selon la nouvelle teneur de cet article, les entreprises de chemins de fer sont autorisées à installer des services accessoires dans les gares et dans les trains, pour autant que ces services soient destinés à répondre aux besoins de la clientèle des chemins de fer. Ainsi, les dispositions cantonales et communales en matière d'heures d'ouverture et de fermeture ne sont pas applicables aux services définis par les entreprises de chemins de fer comme services accessoires. En revanche, ces services sont soumis aux autres dispositions de police en matière commerciale, sanitaire, économique, etc., de même bien entendu qu'aux réglementations sur les rapports de travail déclarées obligatoires le cas échéant par les autorités compétentes.

Puis il y a eu un nouvel arrêt du Tribunal fédéral – c'était le 22 mars 2002 –, dans lequel notre Haute Cour a confirmé sa pratique restrictive et a jugé la révision législative de 1998 comme peu claire. Il a persisté à définir de manière limitative ce qu'il faut entendre par "biens" et "services accessoires". A cette occasion, le Tribunal fédéral a marqué un certain assouplissement sur un seul critère, celui de la taille des surfaces de vente dans les magasins d'alimentation et dans les pharmacies.

Dans un deuxième arrêt, du 22 mars 2002, le Tribunal fédéral a confirmé cette pratique pour une entreprise de l'aéroport de Zurich-Kloten, la situation des aéroports étant assimilée à celle des gares. Ainsi, diverses entreprises dans les gares et dans les aéroports pourraient ouvrir le dimanche, mais ne pourraient pas occuper du personnel de vente, et cela bien que dans le canton concerné, en l'occurrence Zurich, le peuple ait approuvé, lors de deux votations en 1998 et en 2000, le principe de l'ouverture de commerces dans des centres de transports publics.

La révision légale qui est proposée a essentiellement pour but de clarifier la situation et ainsi d'autoriser les commerces et entreprises de prestations de services dans les centres de transports publics à employer du personnel le dimanche, sans restriction d'assortiment ou de biens vendus. Le projet qui vous est proposé prévoit donc une modification de l'article 27 alinéa 1ter de la loi sur le travail, dont la teneur est la suivante: "Les magasins et entreprises de prestations de services situés dans les gares qui sont des centres de transports publics ainsi que dans les aéroports peuvent occuper des travailleurs le dimanche." La définition des magasins qui peuvent occuper du personnel le dimanche, sans autorisation, dans les gares, n'est ainsi liée qu'à leur situation géographique et n'est plus déterminée par les besoins des voyageurs.

Autoriser les magasins des centres de transports publics à occuper du personnel sans restriction d'assortiment ou de biens vendus contribuera – comme je l'ai dit – à clarifier la situation. Seules les gares importantes avec beaucoup de trafic et des changements de trains fréquents, par exemple où se croisent des voyageurs aussi nombreux que variés

AB 2004 N 351 / BO 2004 N 351

(travailleurs, écoliers navetteurs, touristes, excursionnistes, personnes qui changent de train ou qui font une brève halte), seront considérées comme des centres de transports publics. Cela exclut que les magasins des petites gares, par exemple, puissent occuper sans autre du personnel le dimanche. La situation est également clarifiée à un autre titre, en ce sens que les aéroports sont également mentionnés dans l'article, puisqu'ils constituent des centres de transports publics. Ainsi, tant à Kloten qu'à l'aéroport international de Genève, les gares et les aéroports en tant que tels, qui d'ailleurs ne peuvent plus être aujourd'hui clairement différenciés, bénéficieront de cette nouvelle situation.

En ce qui concerne la durée du travail autorisée, le projet du SECO prévoyait que les magasins et les entreprises de prestations de services concernées pourraient occuper des travailleurs le dimanche et la nuit jusqu'à 1 heure du matin. La commission a estimé qu'il n'y avait pas de justification suffisante pour étendre cette durée de travail autorisée jusqu'à 1 heure du matin, heure à laquelle, à l'évidence, il n'y a plus de trafic dans les gares concernées et dans les aéroports. On se réfère donc à l'application du droit ordinaire, en l'occurrence l'article 10 de la loi sur le travail, qui distingue comme vous le savez le travail de jour du travail de nuit; et s'agissant du travail du soir, il peut avoir lieu jusqu'à 23 heures.

Je conclus en rappelant que ce projet a un seul but, c'est la clarification de la situation actuelle. Il n'a absolument pas pour objet de relancer la question du travail du dimanche, sur laquelle le peuple s'est prononcé en votation fédérale. L'interdiction du travail du dimanche demeure donc la règle. La situation des grandes gares



et des aéroports constitue l'exception à cette règle.

Pour les grandes gares et les aéroports concernés, un retour en arrière a été jugé absolument impossible par la majorité de la commission; un retour en arrière par rapport à la pratique actuelle serait absolument incompréhensible.

1. Les consommateurs aujourd'hui font un usage apprécié des possibilités offertes dans les gares importantes et dans les aéroports.
2. De tels commerces contribuent à maintenir ou à créer des places de travail.
3. Des horaires d'ouverture prolongés sont incontestablement à l'origine d'une meilleure fréquentation, ce qui accroît la sécurité dans les gares.
4. L'attractivité par ailleurs des transports publics pour les pendulaires est augmentée.
5. Enfin, une meilleure rentabilité des commerces dans les gares induit des redevances absolument non négligeables pour les CFF.

Voilà les raisons pour lesquelles la majorité de la commission vous recommande d'entrer en matière. Nous reviendrons ultérieurement sur les différentes propositions, après que leurs auteurs auront pu les développer.

Wandfluh Hansruedi (V, BE), für die Kommission: Bei der parlamentarischen Initiative Hegetschweiler geht es um die Beschäftigung des Personals in Zentren des öffentlichen Verkehrs. Wir befinden uns bei dieser Initiative in der zweiten Phase. Die erste Phase haben wir abgeschlossen: Am 29. September des letzten Jahres beschloss der Nationalrat auf Antrag der Kommission für Verkehr und Fernmeldewesen mit 87 zu 43 Stimmen, dieser parlamentarischen Initiative Folge zu geben. Die parlamentarische Initiative wurde der WAK unseres Rates zur Ausarbeitung einer Vorlage zugeteilt.

Die Kommission beschloss an ihrer Sitzung vom 26. Januar dieses Jahres, dass nicht das Eisenbahngesetz geändert werden soll, sondern dass das Arbeitsgesetz angepasst werden soll. Damit wird erreicht, dass alle Läden in Bahnhöfen auch am Sonntag offen sein können, nicht nur diejenigen der Bahnnebenbetriebe. Es ist also im Prinzip eine Klärung der Definition, wer am Wochenende und am Abend seinen Laden offen halten darf. Der örtliche Raum wird definiert, und es kommt nicht mehr auf das Produktesortiment an. Wir schaffen hier klare Verhältnisse, eine klare gesetzliche Grundlage, und das ist unser Auftrag.

Worum geht es? Die Bahnunternehmungen sind heute gemäss Eisenbahngesetz befugt, an Bahnhöfen und in Zügen Nebenbetriebe einzurichten, soweit diese auf die Bedürfnisse der Bahnkunden ausgerichtet sind. Auf diese Betriebe finden die Vorschriften von Kantonen und Gemeinden über die Öffnungs- und Schliessungszeiten keine Anwendung. Hingegen unterstehen sie den übrigen Vorschriften der Gewerbe-, Gesundheits- und Wirtschaftspolizei sowie den von den zuständigen Behörden verbindlich erklärten Regelungen über das Arbeitsverhältnis.

Das Bundesgericht hat am 22. März 2002 in einem Urteil entschieden, dass die Unternehmen im Zürcher Hauptbahnhof und im Bahnhof Zürich-Stadelhofen ihre Geschäfte an Sonntagen zwar offen halten dürfen, dass sie aber nur teilweise oder nur mit Sonderbewilligung Personal beschäftigen dürfen. Diese unlogische Situation, diese unklaren Verhältnisse will Kollege Hegetschweiler mit seiner am 17. April 2002 eingereichten Initiative beseitigen.

An der Sitzung vom 17. Februar 2004 hat die WAK einen vom Seco ausgearbeiteten Gesetzentwurf beraten. Das Resultat der Beratung ist in der Vorlage als Artikel 27 Absatz 1ter des Arbeitsgesetzes zu finden. In Zentren des öffentlichen Verkehrs mit grossem Reiseverkehr sollen Angestellte künftig sonntags wie auch nachts bis um 23 Uhr beschäftigt werden dürfen. In der Kommission hat vor allem die Dauer der Öffnungszeit zu reden gegeben. Im Entwurf des Seco war in Angleichung der Öffnungszeit ans bisherige Recht für Bahnnebenbetriebe eine Öffnungszeit bis um 1 Uhr vorgesehen gewesen. Eine Kommissionsminderheit wollte die Läden bereits um 22 Uhr schliessen.

Die jetzt vorliegende Variante – bewilligungsfreie Abendarbeit bis um 23 Uhr – stellt in diesem Sinne einen Kompromiss dar. Es ist eine Angleichung ans bestehende Arbeitsgesetz. Wir machen also hier keine Ausnahmen mehr. Es ist den Betriebsinhabern selbstverständlich freigestellt, die Läden früher als um 23 Uhr zu schliessen. Das muss jeder Unternehmer im Prinzip selber beurteilen können, wie er das machen will.

Wir haben hier einen Nichteintretensantrag, und wir haben verschiedene Minderheitsanträge. Ich komme nachher auf diese speziell zurück.

Ich empfehle Ihnen schon jetzt Eintreten auf diese Vorlage.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Les magasins situés dans les gares et les aéroports pourront-ils bientôt ouvrir leurs portes le dimanche sans restriction et quels que soient les produits et les services qu'ils offrent à la clientèle? Cette question confine à la provocation, Monsieur le président de la Confédération, mais c'est



pourtant la question qui nous est posée aujourd'hui; et la majorité de la commission y a répondu par l'affirmative par le biais d'une modification de la loi sur le travail, issue de l'initiative parlementaire Hegetschweiler.

Pour ma part et au nom de la minorité de la commission, je vous demande de ne pas entrer en matière sur ce projet, qui est une nouvelle manifestation de la politique de déréglementation et qui va totalement à l'encontre de nombreuses votations populaires qui ont eu lieu ces dernières années sur le sujet.

Il faut rappeler qu'en 1996, les citoyennes et les citoyens suisses avaient rejeté à une très forte majorité – 67 pour cent de non – une révision de la loi sur le travail visant à introduire davantage de flexibilité dans les horaires et l'organisation du travail. Le projet autorisait les patrons de magasin à faire travailler leurs employés six dimanches par année sans autorisation et sans devoir fournir la preuve d'un besoin urgent. A l'époque, toutes les analyses avaient montré que l'autorisation de six ventes dominicales avait joué un rôle déterminant dans le rejet de la loi, plus déterminant que d'autres innovations elles aussi controversées, comme la suppression du travail du soir et l'augmentation du travail supplémentaire. De plus, en 1998, une deuxième mouture

AB 2004 N 352 / BO 2004 N 352

de la révision de la loi sur le travail a été acceptée par le peuple, et on sait que l'idée de libéraliser l'ouverture des magasins le dimanche n'y figurait pas.

Par la suite, de nombreuses tentatives visant à permettre l'ouverture des magasins le soir et le dimanche ont régulièrement échoué. A l'occasion de treize scrutins cantonaux, le peuple s'est prononcé contre la prolongation des heures d'ouverture des magasins. Il ne s'est trouvé des majorités favorables à la libéralisation des heures d'ouverture que dans quatre cantons, alors qu'à Bâle-Ville et à Genève, des dérogations ont été combinées avec la conclusion d'une convention collective de travail.

Tout cela montre qu'aujourd'hui encore, le dimanche a valeur de symbole, qu'il reste un jour différent réservé à la famille, à la fête, à la méditation, aux loisirs et, pourquoi pas? à la politique. Actuellement, l'ouverture des commerces le dimanche reste interdite, sauf dans les zones touristiques, alors que la loi fédérale sur les chemins de fer autorise les commerces installés dans les gares à ouvrir le dimanche, pour autant qu'ils répondent aux besoins des voyageurs.

Le hic, c'est que cette loi n'est plus respectée, en particulier à Zurich, dans la mesure où les kiosques et les magasins de petite alimentation ne sont plus les seuls à ouvrir sept jours sur sept. On y trouve aussi ouverts des magasins de chaussures, de vêtements, d'informatique, et j'en passe! Cette volonté de transformer les gares en centres d'achats relève non seulement de la provocation, mais aussi de la bêtise et de la stupidité.

La majorité de la commission a pris sa décision à la hâte, sans aucune concertation avec les partenaires sociaux. Tout aussi grave, elle se moque du fait que les salaires versés aux employés de ces commerces sont souvent très bas et que ceux-ci ne sont généralement pas soumis à une convention collective de travail.

La majorité de la commission tombe en outre dans la démagogie, lorsqu'elle affirme que cette libéralisation va créer des emplois, alors qu'on assistera avant tout à des transferts, voire à des pertes d'emplois, au détriment des petits commerces. L'Union suisse des détaillants ne s'y est d'ailleurs pas trompée, puisqu'elle estime que cette proposition ne pourrait qu'apporter des désavantages supplémentaires aux petites et moyennes entreprises du commerce de détail. Dans ma région, plusieurs petits commerçants m'ont aussi fait part de leurs craintes à ce sujet.

Je crains par ailleurs que si l'on ouvre les portes, s'agissant du cas précis des magasins dans les gares, on risque de déraper et d'aboutir dans un deuxième temps à une libéralisation généralisée des ventes le dimanche, puisqu'une initiative parlementaire Wasserfallen (03.463) demande d'introduire dans la loi sur le travail quatre dimanches de vente ne nécessitant pas d'autorisation.

Je trouve enfin qu'il y a une grave lacune dans le dispositif de la majorité de la commission, en ce sens qu'on parle de libéralisation, mais qu'on ne fait aucune proposition de mesures d'accompagnement, dans un secteur où l'on sait pourtant que de nombreux employés ne sont pas au bénéfice d'une convention collective, où les salaires sont très bas. Ainsi, dans ce domaine, 40 pour cent des femmes en possession d'un certificat fédéral de capacité gagnent moins de 3000 francs nets par mois! Et dans ce domaine, le travail sur appel est aussi très répandu.

Pour toutes ces raisons, je vous invite, au nom de la minorité de la commission, à ne pas entrer en matière sur cette modification de la loi sur le travail.

Daguet André (S, BE): Ich möchte zum Nichteintretensantrag eventualiter auch noch einen Rückweisungsantrag stellen – Rückweisung an die Kommission mit dem Auftrag, bei den Kantonen und den Sozialpartnern eine Vernehmlassung durchzuführen, wie es die Bundesverfassung vorsieht.

Die parlamentarische Initiative Hegetschweiler hatte eine Änderung des Eisenbahngesetzes zum Ziel, und



zwar in einem sehr beschränkten Sinne und als Antwort auf den erwähnten Bundesgerichtsentscheid. Die Kommission beschloss dann, stattdessen eine Arbeitsgesetzrevision zu machen. Das ist brisant, muss ich sagen, denn eine Arbeitsgesetzrevision geht wesentlich weiter als das, was seinerzeit die Intention der parlamentarischen Initiative Hegetschweiler war.

Worum es jetzt geht, ist klar: Mit dieser Arbeitsgesetzesänderung sollen, ohne seriöse Überprüfung und ohne Vernehmlassung bei den Kantonen und den Sozialpartnern, uneingeschränkte Sonntagsverkäufe in Zentren des öffentlichen Verkehrs zugelassen werden. Das heisst nichts anderes, als dass neu umfassende Einkaufszentren in Bahnhöfen zugelassen werden sollen. Diese Änderung – das hat mein Kollege Rennwald bereits gesagt – widerspricht dem Volkswillen, der seinerzeit bei der Ablehnung der ersten Arbeitsgesetzrevision zum Ausdruck kam. Diese Revision wurde – das hat die Umfrage gezeigt – wegen der Liberalisierung der Sonntagsverkäufe abgelehnt. Zudem ist seither die Ausdehnung der Ladenöffnungszeiten in den meisten kantonalen Abstimmungen abgelehnt worden.

Das heutige Gesetz lässt genügend Spielraum, um auch an Sonntagen besondere Einkaufsbedürfnisse zu befriedigen – das ist bereits gesagt worden -: in Fremdenverkehrsgebieten, in Kiosken, Bäckereien, Blumenläden, Apotheken, Drogerien usw. Es gibt also genügend Einkaufsmöglichkeiten. Wenn wir den Bundesgerichtsentscheid anschauen, dann sehen wir, dass er bezüglich der Geschäfte, die nur an sechs Tagen der Woche – nicht auch am Sonntag – geöffnet sein sollen, die Grenze klar bei Kleider- und Computergeschäften, bei Elektronikfachgeschäften, bei Möbelgeschäften gezogen hat. In diesem Sinne ist der Entscheid der WAK voreilig: Er fiel, ohne dass die Kantone in einem ordentlichen Vernehmlassungsverfahren dazu angehört worden wären, wie es in der Verfassung steht.

Deshalb möchte ich Ihnen beliebt machen, dass Sie, sofern Eintreten beschlossen wird, meinem Rückweisanspruch zustimmen, mit dem Auftrag, bei den Kantonen und den Sozialpartnern eine Vernehmlassung durchzuführen, wie dies die Bundesverfassung vorsieht.

Noch eine letzte Bemerkung: Wir haben gestern im Zusammenhang mit dem Ausgleich der kalten Progression darüber diskutiert, und wir haben gestern schon mit Erschrecken feststellen müssen, dass die bürgerliche Seite des Parlamentes zunehmend bereit ist, Gesetze im Schnelltempo durchzusetzen, ohne ordentliches Verfahren, ohne ordentliche Vernehmlassung. Das ist auch bei dieser parlamentarischen Initiative der Fall; deshalb meine Unterstützung für das Nichteintreten und eventualiter dann für Rückweisung an die Kommission.

Aeschbacher Ruedi (E, ZH): He, liebe Leute! Was soll eigentlich dieses Gemecker um das Gesetz, das heute zur Diskussion steht? Es ist doch "lässig", es ist doch schön, wenn wir auch noch am Sonntag einkaufen können! Es ist doch wunderbar, wenn der Detailhandel in den Zentren des öffentlichen Verkehrs auch noch Umsätze machen kann! Es ist doch wunderbar, wenn sogar Arbeitnehmende hier neue Arbeitsplätze, neue Stellen, vorfinden! Was sollen wir dagegen haben, wenn die SBB auch noch profitieren können? Wir sind doch alle für den öffentlichen Verkehr. Was soll dieses Gezänk und dieses Gemecker, das wir eben gehört haben? Auf den ersten Blick sieht man Friede, Freude, Eierkuchen – oder etwa doch nicht? Bei genauem Hinschauen zeigt sich ein anderes Bild. Zwar stimmt es, dass die Bahnhofsgeschäfte am Sonntag sehr gut verdienen. Sie tun dies aber ganz klar zulasten aller Übrigen, die ihre Geschäfte am Sonntag nicht offen halten dürfen. Denn wer sein Portemonnaie beim Sonntagseinkauf im Bahnhof Zürich leert, kann das gleiche Geld nicht ein zweites Mal am Montag darauf in Zürichs Innenstadt, in einem der Geschäfte seines Wohnquartiers oder an seinem Wohnort irgendwo ausserhalb der Stadt im Dorfladen ausgeben. Mit anderen Worten: Das Geschäft werden die Bahnhofsläden machen, das Nachsehen haben alle übrigen Stadt-, Quartier- und Dorfläden, also

AB 2004 N 353 / BO 2004 N 353

genau jene Läden, die mit kurzen Wegen und somit ökologisch sinnvoll die in ihrem Umkreis lebenden Menschen versorgen sollten. Wir wissen auch, dass diese Fachgeschäfte und die Quartier- und Dorfläden immer mehr Probleme haben, ums Überleben kämpfen müssen. Kein Wunder also, dass uns der Schweizer Detailistenverband nachdrücklich – nachdrücklich! – bittet, auf diese Vorlage nicht einzutreten. Er sagt zusammenfassend, die Gesetzesänderung bringe dem KMU-Bereich des Detailhandels nur weitere Nachteile.

Dann die Arbeitsplätze: Das Mehr an Arbeitsplätzen, die mit der neuen Regelung geschaffen werden sollen, löst sich bei genauer Betrachtung ebenfalls in Luft auf. Denn diesen neuen Arbeitsplätzen stehen jene Arbeitsplätze gegenüber, die in den Läden ausserhalb der Bahnhofgebiete verloren gehen, weil diese Läden eben einen Teil ihrer Umsätze verlieren oder zum Teil ganz schliessen müssen. Ich habe es schon gesagt: Ob die Läden am Sonntag offen sind oder nicht, der Konsumkuchen der Bevölkerung bleibt immer der gleiche; er wird durch offene Geschäfte am Sonntag nicht grösser. Nur eines passiert mit der Öffnung der Geschäfte am Sonntag: Die Aufwendungen für den Handel, für den Verkauf, fallen nicht während sechs, sondern während



sieben Tagen an. Das ist volkswirtschaftlich offensichtlich kostspieliger. Wir bringen gleich viel Umsatz hin – nämlich das, was die Menschen im Portemonnaie haben –, aber wir brauchen mehr Zeit und mehr Verkaufspersonal, um diesen Umsatz unter dem Strich zustande zu bringen.

Die Bevölkerung, sagt man, wünsche diesen Sonntagsverkauf in den Bahnhöfen. Für diese Bevölkerung sei das sehr positiv; beispielsweise würden die Umsätze im HB Zürich zeigen, dass dies ein ganz grosses Bedürfnis sei. Entschuldigung: Im Einzugsgebiet des HB Zürich lebt über eine Million Menschen. Wenn im HB Zürich ausser den echten Bahnreisenden an einem Sonntag 10 000 Menschen einkaufen, dann ist das gerade einmal 1 Prozent dieser Million im Einzugsgebiet des HB Zürich. Es kann also keine Rede davon sein, dass eine grosse Mehrheit der Bevölkerung diese Einkaufsgelegenheiten wünscht. Wenn 10 000 Menschen kommen, ist das 1 Prozent von einer Million. Die ganz grosse Mehrheit versorgt sich also nicht am Sonntag im HB Zürich, sondern kauft unter der Woche ein; wo möglich hoffentlich in ihrem Quartier- oder in ihrem Dorfladen.

Das Volk will nicht, dass auch am Sonntag Kommerz sein muss. Die Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten ist in kantonalen Abstimmungen mehrheitlich abgelehnt worden; im Kanton Aargau, im Kanton Basel-Stadt, im Kanton Freiburg, im Kanton Graubünden, im Kanton St. Gallen, in den Kantonen Solothurn, Tessin, Uri, Zug; in Luzern ist die Vorlage schon im Parlament gescheitert.

Auch die Revision des Arbeitsgesetzes scheiterte im Jahre 1996 im Wesentlichen daran, dass die Lockerung des Sonntagsarbeitsverbotes zu weit ging. Und dies nicht zufällig: Die grosse Mehrheit unserer Bevölkerung steht während der Woche unter einem recht grossen Leistungsdruck und scheint – wohl mehr unbewusst als bewusst – langsam zu begreifen, dass nach der Hektik von sechs Wochentagen eine ruhigere, vielleicht auch eine besinnlichere Gestaltung des Sonntages durchaus einen tieferen Sinn hat und dass sich der Kommerz nicht sieben Tage in der Woche ohne jeden Unterbruch drehen muss. Auf die Situation und die Interessen der Arbeitnehmenden – das ist ein weiteres Thema – haben hier schon andere Redner hingewiesen, und weitere werden dies noch tun. Ich möchte Ihnen eine Wiederholung ersparen.

Ich komme zum Fazit: Der freie Sonntagsverkauf in den grossen Zentren des öffentlichen Verkehrs spielt Geld in die Taschen der SBB – wogegen ich als Befürworter des öffentlichen Verkehrs absolut nichts hätte –, aber auch in die Taschen jener meist grösseren und stärkeren Unternehmen und Ladenketten, die sich in den Bahnhöfen überhaupt einmieten können. Verlierer sind auf der anderen Seite die KMU-Detaillisten, die Stadt- und Quartierläden, deren Überleben infrage gestellt ist. Sie verlieren an Umsatz und unter Umständen genau so viel, dass ihre Existenz nicht mehr gewährleistet ist. Verlierer sind demnach die entsprechenden Bevölkerungskreise um diese Läden, jene Kreise, die eine Versorgung im nahen Quartier, eine fussläufige Einkaufsmöglichkeit wünschen. Es sind gerade Familien und auch ältere Menschen, die nicht mehr so mobil und auf eine Einkaufsmöglichkeit in der Nähe angewiesen sind. Auch die Fachgeschäfte gehören zu den Verlierern.

Was geschieht? Eine Umverteilung von den Kleinen zu den Grossen, einmal mehr von den Schwachen zu den Starken. Das kann ja nicht die Meinung sein. Die neue Bestimmung dient somit einigen wenigen finanziell, schadet aber einer Vielzahl von KMU-Geschäften, die für die Versorgung wichtig sind. Die neue Bestimmung nützt also echt einer kleinen Minderheit der Bevölkerung und wird von der grossen Mehrheit als gar nicht notwendig erachtet. Die neue Bestimmung schafft unter dem Strich nicht mehr Arbeitsplätze. Die neue Bestimmung ist gesamtwirtschaftlich ein Unsinn, denn in einem gesättigten Markt macht es wenig Sinn, das, was man in sechs Tagen erledigen kann, mit zusätzlicher Arbeitszeit auf sieben Tage zu verteilen.

Diese Vorlage liegt unter allen Aspekten nicht im Gesamtinteresse unserer Bevölkerung, sie dient nicht dem Gesamtwohl unseres Volkes und auch nicht dem Gesamtwohl des Handels, sondern sie dient letztlich Einzelinteressen einiger weniger Bevorteilten. Der FDP, aus deren Reihen der Vorstoss kommt, würde ich deshalb raten, das Interview, welches Vreni Spoerry heute im "Tages-Anzeiger" gegeben hat, zu beherzigen und wieder vermehrt ans Gemeinwohl und nicht nur an die Geldinteressen einiger weniger zu denken.

Es kann Sie nicht erstaunen, dass ich Sie bitte und zum Schluss einlade, die Vorlage der Kommission abzulehnen, d. h. darauf nicht einzutreten oder, wenn Sie eintreten, zumindest dem Minderheitsantrag zu folgen.

Ineichen Otto (RL, LU): Ich habe vor 26 Jahren als Kleinstunternehmer angefangen. Ich habe Gestelle aufgefüllt, ich habe Kassen bedient. Wer hat letztlich meinen Erfolg bestimmt? Das ist der Kunde, niemand anders. Wir alle fordern heute Flexibilität. Ich habe extrem Mühe – und ich kenne sehr viele KMU: Letztlich ist es ihre Flexibilität, die entscheidet; wenn wir in der Schweiz wirklich Flexibilität wollen, dann kann es nur in diese Richtung gehen -: Es ist ein völlig falscher Schutz, von dem man hier träumt, den man einrichten möchte. Ich habe auch extrem Mühe, wenn man sagt, im Detailhandel würden nicht faire Löhne bezahlt. Der Markt bestimmt. Sonst passiert es nämlich, dass ennet der Grenze eingekauft wird. Nehmen Sie das Tessin, gehen Sie mal ins Tessin, ins Südtessin, wo am Sonntag offen ist. Fahren Sie mal hin und schauen Sie, wie viele



Deutscheschweizer diese Gelegenheit nutzen. Ich muss Ihnen sagen: Für mich spielt es keine Rolle, mir käme es nie in den Sinn, ein Geschäft an einem Sonntag zu öffnen.

Meine Frage: Für mich wäre es ganz entscheidend, von Ihnen zu hören: Halten Sie den Kunden für mündig, oder wollen Sie Interessen schützen? Der Kunde entscheidet doch, wo er einkaufen will.

Aeschbacher Ruedi (E, ZH): Lieber Herr Ineichen, nachdem Sie am Schluss doch noch eine Frage gestellt haben, möchte ich Ihnen sagen: Der Kunde ist sehr wohl mündig. Ich habe ausgeführt, dass es im ganzen Einzugsgebiet des Kantons Zürich nur rund 1 Prozent der Bevölkerung ist, das den Sonntagsverkauf im Hauptbahnhof Zürich nutzt. 99 Prozent, die sehr mündig sind, brauchen dieses Angebot also nicht. Ich brauche es auch nicht, wenn ich in einem Ihrer Geschäfte einen Bürostuhl zum Aktionspreis von 100 Franken kaufe.

Hegetschweiler Rolf (RL, ZH): Im Namen der FDP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten und den Rückweisungsantrag Daguet abzulehnen.

Die parlamentarische Initiative betrifft ja bekanntlich Verkaufsgeschäfte in Zentren des öffentlichen Verkehrs, also Läden in grossen Bahnhöfen und Flughäfen. Mit der parlamentarischen Initiative sollen stossende Differenzen

AB 2004 N 354 / BO 2004 N 354

bezüglich Ladenöffnungszeiten und Anstellungsbedingungen des Verkaufspersonals bereinigt werden, die aufgrund eines Bundesgerichtsentscheides vom März 2002 entstanden sind. Lange Zeit konnten die Läden in grossen Bahnhöfen ja länger offen bleiben als die Verkaufsgeschäfte ausserhalb grosser Bahnhöfe. Inzwischen sind die Ladenöffnungszeiten aber kantonal weitgehend liberalisiert worden. Der erwähnte Bundesgerichtsentscheid hat nun wieder eine Ungleichbehandlung geschaffen, die stossend ist und die sowohl bei den SBB als auch bei den Ladenbetreibern und beim Personal auf Unverständnis stösst. Der Bundesgerichtsentscheid führt nämlich zur absurden Situation, dass Läden in Bahnhöfen nach kantonalem Recht am Sonntag zwar offen sein könnten, dass aber nach Bundesrecht am Sonntag kein Personal beschäftigt werden darf. Das begreift niemand. In der Praxis führen diese Unklarheiten dazu, dass Tankstellenshops, die ein immer grösseres Sortiment anbieten und zum Teil 24 Stunden am Tag offen sind, wie Pilze aus dem Boden schiessen. Dies hätte Kollege Aeschbacher vielleicht in seine Überlegungen einbeziehen sollen.

Es ist also höchste Zeit, dass hier Klarheit geschaffen wird. Der Nationalrat hat der parlamentarischen Initiative im September 2003 denn auch mit 87 zu 43 Stimmen Folge gegeben. Bei der vorgeschlagenen Revision des Arbeitsgesetzes geht es darum, dass Läden in grossen Bahnhöfen sonntags ohne Sonderbewilligung Personal beschäftigen können. Als grosse Bahnhöfe werden Zentren des öffentlichen Verkehrs bezeichnet, die einen grossen Reiseverkehr und eine hohe Umsteigekadenz aufweisen. Damit wird ausgeschlossen, dass kleine Bahnstationen zu Verkaufszentren umgewandelt werden. Davon nicht betroffen sind Kioske und Läden mit beschränktem Sortiment in kleinen Bahnhöfen. Diese dürfen sogar nach geltender Regelung bis 1 Uhr morgens offen haben und sind von dieser Gesetzesrevision nicht betroffen. Es ist auch nicht zwingend, dass sich die Waren- und Dienstleistungsbetriebe direkt auf dem Bahnareal befinden. Massgebend ist wie bereits heute ihr funktionaler Bezug zum Bahnhof.

Die Lebensgewohnheiten der Schweizerinnen und Schweizer haben sich geändert, das ist eine Tatsache. Die Mobilität der Berufstätigen hat enorm zugenommen, und die örtlich beschränkte Öffnung von Verkaufsgeschäften am Sonntag entspricht offensichtlich einem Bedürfnis. Der Bundesrat unterstützt die von der WAK vorgeschlagene Revision des Arbeitsgesetzes und erachtet sie als sinnvoll. Zu den Bedenken der Minderheit in Bezug auf den Schutz der Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer hält der Bundesrat fest, dass für die Arbeits- und Ruhezeiten auf jeden Fall Sondernormen in der Verordnung eingeführt werden, wie sie bereits aktuell für die Bahnnebenbetriebe gelten.

Für das Verkaufspersonal in den Zentren des öffentlichen Verkehrs bedeutet die ständige Diskussion über die Zulässigkeit von Sonntagsarbeit eine enorme Verunsicherung. Wenn das Seco keine Ausnahmegewilligungen erteile, wären allein in den Bahnhöfen Zürich Hauptbahnhof und Zürich-Stadelhofen über 100 Arbeitsplätze gefährdet. Das Problem ist aber in Bern, Basel, Genf, Lugano und Lausanne genau dasselbe; in Bahnhöfen und Flughäfen wären gesamtschweizerisch mehr als 1000 Arbeitsplätze gefährdet. Auch das ist zu berücksichtigen.

Das Personal erleidet durch die Sonntagsarbeit in den Zentren des öffentlichen Verkehrs keine Nachteile, im Gegenteil. Beim Verkaufspersonal sind die Arbeitseinsätze an Sonntagen beliebt, weil sie einen Lohnzuschlag sowie einen freien Tag unter der Woche bringen. Viele Teilzeitangestellte wollen sogar ausschliesslich an Sonn- und Feiertagen arbeiten. Die "Salami-Aktion" der Gewerkschaften liegt also bestimmt nicht im Interesse der Beschäftigten und noch viel weniger im Interesse der Bahnkunden. Die Demagogie von Kollege Rennwald



ist völlig fehl am Platz. Die Realität ist anders, und das sollte auch Kollege Aeschbacher akzeptieren. Im Weiteren geht es auch im Interesse des öffentlichen Verkehrs und der Bahnkundschaft darum, die Bahnhöfe als attraktive, belebte und damit auch sichere und entwicklungsfähige Standorte zu erhalten und zu fördern. Die vorgeschlagene Gesetzesänderung hat keinen Wildwuchs von Bahnnebenbetrieben zur Folge und wird vom Bundesrat, vom Seco und vor allem auch von den SBB unterstützt. Eine Vernehmlassung, wie sie gefordert wurde, macht keinen Sinn. Für die Kantone ändert ja nichts; es wäre ein Zeitverlust. Und der Entscheid der WAK, diese Gesetzesänderung vorzunehmen, war sicher auch nicht voreilig, weil wir auch unter einem gewissen Zeitdruck stehen, weil die Fristverlängerung der heute geltenden Praxis Ende dieses Jahres abläuft. Ich bitte Sie also im Interesse aller Betroffenen – der SBB, der Geschäftsbetriebe, des Verkaufspersonals und vor allem auch der Bahnkunden –, die Umsetzung der parlamentarischen Initiative zu unterstützen und auf die Gesetzesrevision einzutreten.

Hollenstein Pia (G, SG): Herr Hegetschweiler, Sie haben in Ihrer Begründung gesagt, einer der wichtigen Gründe seien die Arbeitsplätze. Wie erklären Sie es sich, dass ausgerechnet die Gewerkschaften vehement gegen diese Vorlage argumentieren?

Hegetschweiler Rolf (RL, ZH): Es ist mir eigentlich unklar, warum die Gewerkschaften gegen diese Vorlage sind, weil diese der Realität entspricht. Die Einkaufsgewohnheiten haben sich geändert. Auch wenn das nur 1 Prozent der Agglomerationsbevölkerung betrifft, wie dies Herr Aeschbacher gesagt hat, sind das immerhin 10 000 Leute. Diese schätzen die Möglichkeit, am Sonntag einzukaufen. Es gibt immer mehr Haushalte, die es tagsüber nicht unbedingt einrichten können. Von daher habe ich echt Mühe mit der gewerkschaftlichen Einstellung, die eine Zementierung nicht mehr realitätskonformer Bestimmungen umfasst.

Leu Josef (C, LU): Die CVP-Fraktion unterstützt in ihrer Mehrheit das gesetzgeberische Resultat, welches durch die parlamentarische Initiative Hegetschweiler ausgelöst wurde. Damit wird kein Damm gebrochen, dass der Sonntag flächendeckend, auf kaltem Weg und reinen wirtschaftlichen Interessen folgend zu einem siebten Arbeitstag umfunktioniert wird. Für unsere Fraktion ist es wichtig, dass der Sonntag seine bedeutende Stellung für das religiöse, das gesellschaftliche und kulturelle Leben in einer freiheitlichen Ordnung behalten und entwickeln kann. Es liegt an uns allen, in Freiheit und Eigenverantwortung unseren Beitrag zu leisten, damit dem Sonntag diese unbestrittene Bedeutung weiterhin zukommen kann. Das will aber nicht heissen, dass wir die Augen vor veränderten Lebens- und Konsumgewohnheiten verschliessen können. Wir sollten nicht meinen, wir würden mit staatlichen Auflagen und Verboten zu besseren Sonntagsmenschen.

Genau diesem Aspekt, nämlich den veränderten gesellschaftlichen Bedürfnissen bezüglich Lebensformen, Arbeits- und Freizeitgestaltung, trägt die heute zur Diskussion stehende gesetzliche Regelung Rechnung. Es geht bei dieser neuen Regelung auch darum, eine stossende Differenz zwischen den kantonal geregelten Ladenöffnungszeiten und den arbeitsrechtlichen Anstellungsbedingungen des Verkaufspersonals zu beseitigen und Klarheit zu schaffen. So soll die Regelung neu im Arbeitsgesetz und nicht mehr im Eisenbahngesetz stehen, und den Verkaufsgeschäften in Zentren des öffentlichen Verkehrs soll – unabhängig von Branchen- und Sortimentsbeschränkungen – die Beschäftigung von Personal am Sonntag und abends bis 23 Uhr ermöglicht werden. Die vorgeschlagene Revision des Arbeitsgesetzes entspricht auch dem europäischen Recht, da Ausgleichsruhezeiten auf jeden Fall vorgesehen sind. Uns ist der Schutz der Arbeitnehmenden wichtig. Tatsache ist auch – das ist ein Sicherheitsaspekt –, dass belebte Bahnhöfe eindeutig sicherer sind als andere.

Jenen, die aus grundsätzlichen Überlegungen gegen jegliche Flexibilisierung der Ladenöffnungszeiten und damit der Arbeit an Sonntagen sind, möchte ich sagen: Dank der freiwilligen Bereitschaft vieler Arbeitnehmenden, zu

AB 2004 N 355 / BO 2004 N 355

aussergewöhnlichen Zeiten bzw. an Wochenenden zu arbeiten, wird es den meisten erst möglich, ihre Freizeit und das kulturelle, familiäre und gesellschaftliche Leben bedürfnisgerecht zu gestalten. Die in diesem Zusammenhang erbrachten Leistungen an der Verkaufsfond im Dienst der Gemeinschaft betreffen auch die rückwärtige Logistik mit Nacht- und Sonntagsarbeit, und diese Branche muss sich entsprechend organisieren können. Oftmals sind diese Bedingungen mit den allgemeinen Arbeits- und Ruhezeitbedingungen des Arbeitsgesetzes nur bedingt vereinbar. Hier braucht es kreative Lösungen. Ich bitte daher den Bundesrat, seiner ursprünglichen Absicht treu zu bleiben und die Verordnung 2 zum Arbeitsgesetz als dynamisches Instrument fortlaufend an die veränderten Lebens- und Konsumgewohnheiten und an neue branchenspezifische Verhältnisse anzupassen. In einer Zeit, in der überall nach Wachstumsmöglichkeiten, nach Arbeit und Verdienst gesucht wird, darf nicht unerwähnt bleiben, dass solche Arbeitsplätze mit Zuschlägen und weiteren arbeitsfreien Tagen gerade



bei Teilzeitarbeitenden gesucht sind.

In diesem Sinne bitte ich Sie im Namen der Mehrheit der CVP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten und der entsprechenden Änderung des Arbeitsgesetzes zuzustimmen.

Vischer Daniel (G, ZH): Die grüne Fraktion ist sich einig: Dieses Gesetz darf nur dann verabschiedet werden, wenn eine griffige Schutznorm zugunsten der Arbeitnehmenden – von Frauen und Männern – in das Gesetz Eingang findet. In diesem Sinne ist unbestritten, dass der Minderheitsantrag Gysin Remo unterstützt werden muss. Dessen Unterstützung bildet eine *Conditio sine qua non* für die Unterstützung der ganzen Vorlage. Ebenso werden wir dem Rückweisungsantrag Daguet zustimmen.

Wir sind indessen gespalten in Bezug auf die Frage des Eintretens. Eine findige Journalistin oder ein findiger Journalist hat in der "SonntagsZeitung" denn auch bereits gefragt, ob denn jetzt die Grünen schon so weit seien wie die CVP, nämlich in der Meinungslosigkeit erstarrt. Dem ist, ich kann Sie beruhigen, nicht so. Wir sind eine Fraktion der harten, emsigen und innovativen Debattierer, und Geschichten, die das Leben schreibt, sind eben manchmal so, dass sie im Patt enden. Das war in der grünen Fraktion nun einmal so, weshalb es mir obliegt, beide Standpunkte kurz darzulegen.

Ein Teil der Fraktion plädiert klarerweise für Nichteintreten. Er ist der Meinung, dass es nicht sein kann, dass über diese Initiative Hegetschweiler eine zusätzliche Deregulierung ins Arbeitsgesetz Eingang findet. Diese zusätzliche Deregulierung widerspräche der Intention der letzten Volksabstimmung über das Arbeitsgesetz. Es bestehe sodann kein Bedürfnis nach einer Verlängerung des Status quo. Die "Reinhaltung" – gewissermassen – des Sonntages sei nicht nur aus Sicht der Konsumentinnen und Konsumenten, sondern auch aufgrund der prekären Arbeitsverhältnisse des Verkaufspersonals notwendig und dringend. Mit einem Nichteintreten behalte die Gewerkschaftsbewegung überdies letztlich das Pfand, tatsächlich in die Steuerung der Arbeitsverhältnisse eingreifen zu können, besser in der Hand. Natürlich trifft auch zu, was Herr Kollege Aeschbacher in seiner bekannten kulturkritischen Art dargetan hat, und natürlich findet auch ein Kampf zwischen verschiedenen Sparten des Handels statt. Natürlich ist der Detailhandel tatsächlich ein schützenswerter Teil.

Der Teil der Fraktion, der für Eintreten plädiert, meint, der Status quo sei im Interesse des öffentlichen Verkehrs. Es geht ja nicht um Orte irgendwo in der Grauzone, sondern um Zentren des öffentlichen Verkehrs und des öffentlichen Lebens. Bahnhöfe sind nicht nur Zentren des öffentlichen Verkehrs, sondern sie sind auch urbane Lebenszentren. Bahnhöfe müssen besser behandelt werden denn Tankstellen und andere Sparten, die heute profitieren. Es kann nicht sein, dass am Schluss Bahnhöfe die schlechteren Karten haben als der ausufernde Privatverkehr, dass am Sonntag Raser auf den Strassen gegenüber Kundinnen und Kunden an Bahnhöfen privilegiert werden.

Die Aufhebung des Status quo würde sodann auch zu reichlich paradoxen Situationen führen: Es würde ja dann nach dem Verkaufssortiment und nicht nach der Örtlichkeit des Bahnhofs entschieden, ob in Bahnhöfen weiter angeboten werden darf. Mithin kann die Frage gestellt werden, ob nicht eine Legiferierung, die den Bahnhof als Ort bestimmt, eine Normierung im Arbeitsgesetz, der heutigen Sortimentsregulierung nach Eisenbahngesetz vorzuziehen ist, die nicht nur zu Ungleichheiten, sondern auch zu manchem Paradox führt.

Sodann stellt sich die Frage: Kann die Überwindung der prekären Arbeitsverhältnisse besser über die Verweigerung, d. h. das Nichteintreten, oder gewissermassen über "Rein in das Spiel", über das Game im Game bewerkstelligt werden? Der Teil unserer Fraktion, der für Eintreten ist, meint, wer rein in das Spiel gehe, habe letztlich die besseren Karten. Aber unbestritten ist – hier hat Herr Daguet natürlich Recht -: Wir können jetzt nicht jeden Tag ein neues Eilgesetz durchboxen und historisch gewachsene Anforderungen an den Gesetzgebungsprozess einfach ausser Acht lassen, weil ein Herr Hegetschweiler eine parlamentarische Initiative gemacht hat und einige allzu Schnelle, allzu Emsige meinen, man müsse da die Regeln der Vernehmlassung nicht einhalten. Es braucht eben die seriöse Abklärung – bei den Gewerkschaften, bei den Kantonen –, das ist Teil der üblichen Gesetzgebung.

Sodann hat die Minderheit Gysin Remo einen sinnvollen, nötigen Antrag gestellt. Nun sagen Sie uns, Herr Hegetschweiler, Sie seien nicht nur ein Freund der Bahnhöfe, sondern auch ein Freund des Verkaufspersonals. Das heisst, Sie tun so, als ob Sie in deren Sinn legiferieren würden. Diese Lackmusprobe müssen Sie aber hier und jetzt bestehen, denn Ihre gesetzgeberische Intention ist nur dann tunlich und akzeptabel, wenn Sie dem Antrag der Minderheit zustimmen. Wer heute dem Minderheitsantrag Gysin Remo nicht zustimmt, der sagt in diesem Hause klipp und klar: Es geht nur um Kommerz und Verkauf; Arbeitnehmerinnen- und Arbeitnehmerinteressen sind zweitrangige Angelegenheiten. Wer so denkt, verdient gesetzgeberisch keine Unterstützung. Ich hoffe, dass auch die CVP-Fraktion – gerade sie, die so grossen Wert auf Sonntagsschutz und auf die Überwindung prekärer Arbeitsverhältnisse legt – dieser Vorlage nur zustimmt, wenn der Minderheitsantrag Gysin Remo unterstützt wird. Andernfalls ist es eine parlamentarische Initiative Hegetschweiler, die nichts



anderes als deregulieren will.

Zuppiger Bruno (V, ZH): Im Namen der SVP-Fraktion bitte ich Sie, auf die Vorlage einzutreten, dem Antrag der Mehrheit der WAK zu folgen und der vorgeschlagenen Änderung in Artikel 27 Absatz 1ter des Arbeitsgesetzes zuzustimmen. Damit entsprechen Sie nämlich dem Willen des Gesetzgebers, wie er ihn bei der Revision des Eisenbahngesetzes 1998 zum Ausdruck gebracht hat. Sie schaffen Klarheit für das – meiner Meinung nach – etwas gar interpretationsfreudige Bundesgericht.

Mit der Revision des Eisenbahngesetzes im Jahr 1998 wollte nämlich der Gesetzgeber erreichen, dass die Läden und Dienstleistungsbetriebe in Zentren des öffentlichen Verkehrs, also in Bahnhöfen und Flughäfen, unabhängig von Branchen- und Sortimentsbeschränkungen auch am Sonntag geöffnet haben können. Dass dies ohne Personal nicht gut möglich ist, muss wohl nicht besonders betont werden. Daher hat der Bundesgerichtsentscheid vom März 2002 auch etwelches Staunen ausgelöst. Kollege Hegetschweiler hat mit seiner parlamentarischen Initiative darauf reagiert. Er verlangt mit dieser Initiative eine Klärung der Situation, und der Nationalrat hat dieser Initiative in der ersten Phase auch klar Folge gegeben, nämlich mit 87 zu 43 Stimmen. Die konsumentenfreundliche Regelung, welche die WAK nun vorschlägt, entspricht – und das beweisen auch Zahlen unmissverständlich – einem neuen Bedürfnis unserer Gesellschaft. Gleichzeitig kann die Sicherheit in Bahnhöfen verbessert werden, und die Läden und Dienstleistungsbetriebe tragen zu einer Attraktivitätserhöhung des Umfeldes des öffentlichen Verkehrs bei.

AB 2004 N 356 / BO 2004 N 356

Im Zuge dieser gesetzlichen Regelung wollen nun die Gewerkschaften ihren gesetzlich abgestützten Einfluss auf die Gestaltung der Arbeitsverhältnisse beim Verkaufs- und Dienstleistungspersonal verstärken. Dies entspricht keineswegs unserem Verständnis von Sozialpartnerschaft und käme auch einer unerwünschten Systemänderung im Arbeitsgesetz gleich. Ein übertriebener Schutz und immer wieder neue Forderungen der Gewerkschaften im Bereich der Arbeitnehmerschaft sind unserer Ansicht nach nicht notwendig, zumal der Bundesrat bereits angekündigt hat, dass er für Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer, welche am Sonntag arbeiten sollen, eine grosszügige Regelung in der Verordnung zum Arbeitsgesetz vorsehen will.

Aus diesen Gründen empfehle ich Ihnen im Namen der SVP-Fraktion, auf die Vorlage einzutreten, der Mehrheit zuzustimmen und die Minderheitsanträge abzulehnen.

Maillard Pierre-Yves (S, VD): Monsieur Zuppiger, j'insiste pour vous poser cette question parce qu'une allégation que vous avez faite m'a choqué. Vous avez parlé d'"übertriebene Regelung" au sujet des demandes des syndicats. Alors, je vais concrètement vous dire quels types de demandes nous pourrions faire dans le cadre d'une ouverture le dimanche et le soir: par exemple, une protection pour les femmes ou les hommes qui ont des familles à charge, de sorte que ces personnes ne soient pas obligées de venir travailler le dimanche ou le soir, mais qu'elles puissent en être dispensées. Autre exemple: des suppléments de salaire pour des salaires qui avoisinent parfois les 3000 francs par mois. Voilà deux exemples de ce que vous appelez "übertriebene Regelung". Après ces deux exemples, Monsieur Zuppiger, est-ce que vous continuez à maintenir que de telles demandes sont exagérées, dans un pays où, chaque fois qu'un manager se fait licencier, il part avec 2,5 millions de francs? Est-ce que vous estimez que des salaires minimaux à 3000 francs ou des protections pour les femmes enceintes et les personnes qui ont charge de famille sont des cas d'"übertriebene Regelung"?

Zuppiger Bruno (V, ZH): Ich habe ausgeführt, dass der Bundesrat die Verordnung für diese Leute anpassen will. Er will, was die Freizeit betrifft, Anpassungen machen. Die Mindestlöhne sind bereits geregelt. Ich denke, dass das genügt. Der Rest soll über die normalen sozialpartnerschaftlichen Beziehungen zwischen Arbeitgebern und Arbeitnehmern festgelegt und nicht in einem Gesetz zementiert werden.

Zisядis Josef (-, VD): C'est fou comme la droite de ce Parlement est pressée depuis les dernières élections, pressée pour ce qui concerne la progression à froid et pressée aujourd'hui avec cette initiative parlementaire. Mais, c'est curieux, elle est pressée non pas pour appliquer la loi sur le travail, comme le demande le Tribunal fédéral, mais pour renforcer l'exploitation des travailleurs qui se trouvent dans les situations les plus précaires. Cela fait des années que vous êtes dans l'illégalité la plus totale dans les grandes gares de ce pays, au mépris des droits des travailleuses et des travailleurs les plus flexibilisés, les plus fragiles. Et maintenant, vous voulez aller contre la volonté populaire qui s'est clairement exprimée contre la révision de la loi sur le travail lors de la votation fédérale du 1er décembre 1996, avec 67 pour cent de non, de même que contre de nombreuses votations cantonales qui ont eu lieu et que, pour la plupart, nous avons gagnées!



Ce n'est même plus la technique du salami à laquelle le monde du travail est confronté. Vous voulez tout, tout de suite, le beurre et l'argent du beurre! Les promoteurs de cette initiative parlementaire n'ont pas de limites. Ils ne seront satisfaits que lorsqu'ils auront transformé notre vie entière, toutes nos relations humaines, en un énorme supermarché. Votre rêve le plus fou, c'est que tout devienne marché, 24 heures sur 24, sept jours sur sept, avec une flexibilité totale, avec des salaires juste bons pour aller directement dans les services sociaux, que ça soit possible partout, et si possible avec des salaires qui ne donnent pas droit au deuxième pilier. Quelle misère de voir monter dans ce bateau d'une droite obtuse le PDG socialiste des CFF qui vient de nous écrire hier encore pour soutenir cette initiative lamentable!

Cette philosophie de vie est une logique économique, ou plutôt la logique économique du profit immédiat est devenue une pauvre philosophie de vie. Eh bien, face à cette vision du monde qui postule que tous les espaces encore libres, toutes les périodes de repos, tous les moments de gratuité que nous avons encore doivent être colonisés par la marchandisation, le marketing, vous verrez qu'il y aura notre opposition résolue. Car vous êtes, en somme, des mutilateurs de vies entières, les promoteurs de la casse entière de pans de la vie sociale.

L'objectif de cette initiative parlementaire Hegetschweiler est clair. Il s'agit, premièrement, de casser le petit commerce, l'artisanat local – ce n'est ni plus ni moins que de la concurrence déloyale – et, deuxièmement, de développer l'emploi précaire et flexible, mal payé. Donc, il s'agit de transformer la structure même de l'emploi fixe, qui est déjà une peau de chagrin dans notre pays. Or tout le monde sait qu'il n'y a pas de création d'emplois, mais simplement déplacement d'emplois par l'élargissement des horaires. Comment voulez-vous qu'une famille modeste puisse aller dépenser le dimanche ce qu'elle ne peut déjà pas dépenser dans la semaine, avec les salaires de misère qu'elle a actuellement? C'est cette vision économique qui crée le mal-vivre, qui fait exploser les dépenses sociales et de santé, et qui casse les liens sociaux.

Notre groupe "A gauche toute!" vous invite à refuser le projet issu de cette initiative parlementaire. Ne mettons pas le doigt dans cet engrenage que la population a jusqu'ici refusé.

On peut dire que votre demande de souplesse, c'est une véritable baudruche que nous allons nous employer à essayer de dégonfler, y compris peut-être en votation populaire.

Rechsteiner Paul (S, SG): Die SP-Fraktion empfiehlt Ihnen, dem Nichteintretensantrag Rennwald genauso zuzustimmen wie dann in der Folge – falls Sie Eintreten beschliessen – dem Rückweisungsantrag Daguet und später auch dem Minderheitsantrag Gysin Remo in Bezug auf die Gesamtarbeitsverträge.

Wir erleben jetzt innert kürzester Zeit zum zweiten Mal eine Notgesetzgebung, die in dieser Form für die schweizerische Politik neuartig ist: Zuerst hatten wir die kopflose Aktion des Bundesrates im Zusammenhang mit der kalten Progression und dem Steuerpaket, diesen Rettungsversuch in Bezug auf die Abstimmung vom 16. Mai, und jetzt haben wir mit dem Vorstoss der WAK ein überstürztes Vorgehen bei der parlamentarischen Initiative Hegetschweiler. Diese Initiative ist zwei Jahre alt, und jetzt soll etwas in zwei, drei Wochen unter Ausserachtlassung der demokratischen Formen, auch des Vernehmlassungsverfahrens, durchgedrückt werden, obwohl jede Menge Zeit für ein geregeltes Verfahren bleibt. Sind Sie, meine Damen und Herren von der bürgerlichen Mehrheit, derart wenig sicher bei diesen Vorlagen, dass Sie sich nicht getrauen, hier die Betroffenen – die Sozialpartner und die Kantone – anzuhören?

Tun Sie doch nicht so, als ob Sie mit dieser Initiative einem ursprünglichen Anliegen der Bevölkerung zum Durchbruch verhelfen würden! Es hat sich in der letzten Zeit in unserer Gesellschaft sicher vieles verändert, aber man darf nicht unterschätzen, welche Bedeutung der Sonntag für die Zeitstruktur der Gesellschaft nach wie vor hat. Herr Leu, der hier besondere Pirouetten gedreht hat – Stichwort: Heiligung des Sonntags – und nachher trotzdem alles rechtfertigte, muss nach diesem Votum wohl beichten gehen. Man muss mit den Kirchen nichts am Hut haben, um zu erkennen, wie wichtig ein Einschnitt einmal in der Woche für das gesellschaftliche und soziale Leben nach wie vor ist, ein Tag, der nicht dem Kommerz, sondern eben dem sozialen, dem gesellschaftlichen Leben gewidmet ist.

AB 2004 N 357 / BO 2004 N 357

Man soll hier auch nicht so tun, als ob das Interesse der Kundinnen und Kunden entscheidend wäre, die ja sehr wohl wissen, dass sie einen Franken eben nur einmal ausgeben können und dass sie nicht mehr Geld zur Verfügung haben, wenn sie auch noch an einem Sonntag einkaufen gehen können. Man soll vor allem nicht vergessen, was die Bevölkerung immer zu den Versuchen der bürgerlichen Mehrheit gesagt hat, den Sonntag "aufzuweichen" und auch den Sonntag als Arbeitstag und als gewöhnlichen Konsumtag zu deklarieren. Die Volksabstimmung über das Arbeitsgesetz im Jahr 1996 hat es klar gezeigt: Die klare, eindeutige Mehrheit



der Bevölkerung hat dazu Nein gesagt; und zwar haben auch ein schöner Teil der Basis der CVP, Herr Leu, und auch ein nicht kleiner Teil der Basis der SVP zur "Öffnung" des Sonntags Nein gesagt. Das ist auch die Erfahrung in den Kantonen, in denen im Stile der parlamentarischen Initiative Hegetschweiler versucht worden ist, eine Öffnung herbeizuführen, den Sonntag zu einem Arbeitstag, zu einem Konsumtag wie alle anderen zu machen. Sollte es bei dieser Vorlage zu einer Volksabstimmung kommen, sollte es wirklich zu einem Referendum kommen, wird es erneut nicht so herauskommen, wie sich das die bürgerliche Mehrheit hier vorstellt.

Die gewerkschaftlichen Einwände gegen diese Vorlage beziehen sich natürlich schwergewichtig auf die Arbeitsbedingungen. Sie wissen – oder Sie müssten es wissen –, dass die Arbeitsbedingungen gerade in Teilbereichen des Verkaufs prekär und miserabel sind. Von miserablen und prekären Arbeitsbedingungen sind oft gerade diejenigen betroffen, die es sich nicht leisten können, am Sonntag die Arbeit zu verweigern, und die dann eben gehen müssen, im Unterschied zu denjenigen, die es sich leisten können, die Arbeit am Sonntag abzulehnen. Ihre Situation könnte mit einem Gesamtarbeitsvertrag stark verbessert werden. Aber in der WAK hatte die Forderung nach einem Gesamtarbeitsvertrag keine Chance, obwohl ja der Gesamtarbeitsvertrag die Voraussetzung dafür war, dass entsprechende Öffnungen auf der Ebene von Ladenschlussgesetzen in den Kantonen Basel-Stadt und Genf zustande gekommen sind.

Was der Bundesrat in seiner neuesten Stellungnahme – vor ein paar Tagen erschienen – gegen diese Forderung nach Gesamtarbeitsverträgen vorbringt, ist schlicht einfältig und stupid. Es ist nicht so, dass es hier darum ginge, privatrechtliche Regelungen im Arbeitsgesetz zu realisieren, sondern es geht darum, dass die Öffnung eben nur zustande kommen soll, wenn die Arbeitgeber bereit sind, sich an einen Gesamtarbeitsvertrag zu halten. Das ist das Modell der beiden Kantone Basel-Stadt und Genf, wo genau das gemacht worden ist. Es ist übrigens auch das Modell eines anderen öffentlich-rechtlichen Spezialgesetzes, des Telekommunikationsunternehmensgesetzes. Genau das ist vorgeschlagen worden, was jetzt der Minderheitsantrag Gysin Remo formuliert; nicht mehr und nicht weniger.

Es könnte einem angst werden, wenn man Herrn Leu zuhört, der zwar die Leistungen "an der Verkaufsfront im Dienste der Gemeinschaft" – diese Terminologie haben Sie gebraucht – würdigt, dann aber trotzdem nicht bereit ist, den Beschäftigten den minimalen Schutz in christlichem Geiste angedeihen zu lassen. Im Gegenteil, er fordert vom Bundesrat noch weitere Liberalisierungsschritte, spricht: einen weiteren Abbau des Arbeitnehmerschutzes in der Verordnung. So geht es nicht! Wenn Sie schon kein Verständnis für die gewerkschaftlichen Anliegen haben, dann muss ich Sie darauf hinweisen, dass es letztlich auch gewerbepolitische Argumente gegen diese Vorlage gibt. Der Detaillistenverband hat uns allen verschiedene Schreiben zukommen lassen, in denen er sich vehement gegen diese Vorlage ausspricht, weil sie eben das gewöhnliche Gewerbe, weil sie die Detaillisten massiv benachteiligt. Herr Hegetschweiler, Sie wissen das sehr wohl. Es ist so, dass einige finanzkräftige Grossverteiler, einige finanzkräftige Betriebe, mitmachen können, aber die gewöhnlichen Detaillisten sind hier die Gelackmeierten, sie haben in diesem Konkurrenzkampf keine Chance. Sie lehnen diese Öffnung ab.

Es ist schon eigenartig, welche Interessenvertreter das Gewerbe hier in diesem Parlament hat: Herr Triponez sitzt hier und schweigt. Das betroffene Gewerbe, d. h. die Detaillisten, lehnt diese Vorlage ab. Sie finden in der FDP-Fraktion aber offenbar keine Fürsprecher, obwohl diese gut beraten wäre, wenigstens auf das ihnen politisch nahe stehende Gewerbe zu hören.

Eine letzte Bemerkung: Wir wissen, dass Herr Nordmann vom Seco als in der Wolle gefärbter Freisinniger Liberalisierungen liebt und jede Gelegenheit benutzt, um solche Öffnungen voranzutreiben – zum Glück nicht immer mit Erfolg. Aber wir haben ja den zuständigen Bundesrat hier, den letzten verbliebenen Bundesrat christlicher Färbung. Es würde uns schon wundernehmen, Herr Bundespräsident Deiss, wie Sie es als Vertreter der CVP mit dem Sonntag halten: Kann der Sonntag nun einfach ausgehöhlt werden? Kann diese Aushöhlung begonnen werden? Ist es nicht nötig, hier wenigstens auf der Ebene der Arbeitsbedingungen gewisse Leitplanken zu setzen?

Hutter Markus (RL, ZH): Herr Rechsteiner, zu unserem Unternehmen gehört unter anderem ein Tankstellen-shop, der 365 Tage im Jahr während 24 Stunden geöffnet ist. Wir beschäftigen 15 Angestellte – die meisten von ihnen arbeiten Teilzeit –, die diesen Shop und den Kiosk führen. Meine Frage lautet nun: Wie kann es sein, dass wir gerade für jene Zeiten, die ausserhalb der ordentlichen Arbeitszeiten liegen, eine grosse Anzahl von Bewerberinnen und Bewerbern haben, dass wir noch nie ein Problem damit gehabt haben, gute Leute anzustellen? Wie kann es sein, dass genau diese Leute es schätzen, zu aussergewöhnlichen Zeiten arbeiten zu dürfen, damit sie ihre Bedürfnisse – Familie, Freizeit, Kultur – auch befriedigen können?



Rechsteiner Paul (S, SG): Herr Hutter, es ist immer wieder schön, einen Philanthropen im Stile Ihres Votums zu hören. Sie sehen sich also als Wohltäter der Menschheit, wenn Sie Leute anstellen. Es ist klar, dass bei dieser Wirtschaftslage die Leute gezwungen sind, sich für die Arbeitsstellen zu bewerben, die vorhanden sind, und sie anzutreten. Gerade Frauen sind oft gezwungen, auch Arbeitsplätze mit schlechten Bedingungen anzunehmen. Ich müsste Ihnen die Gegenfrage stellen: Wäre es, wenn Sie Leute beschäftigen, nicht das Mindeste, dass Sie einen Gesamtarbeitsvertrag akzeptieren würden, der den Leuten auch die entsprechenden Rechte vermittelt im Sinne derjenigen Rechte, die Herr Maillard vorhin ausgeführt hat, der ihnen die Möglichkeiten gibt, die Familienpflichten wahrzunehmen, und gemäss dem sie einen Mindestlohn bezahlt erhalten, der diesen Namen auch verdient?

Deiss Joseph, président de la Confédération: Un mot concernant la situation actuelle: nous sommes aujourd'hui dans une situation qui est provisoire puisque, suite à l'arrêt pertinent du Tribunal fédéral, l'autorisation que nous pouvions accorder jusqu'à présent d'ouvrir et d'occuper du personnel ne peut plus être justifiée au sens de la loi en vigueur. Par conséquent, l'autorisation qui est encore valable devra être retirée au plus tard à la fin de l'année. Il est donc, à mon sens, nécessaire que la situation soit clarifiée et que le Parlement tranche cette question.

Le Conseil fédéral soutient le projet de la majorité de la commission. En effet, nous sommes dans une situation contradictoire dans la mesure où il est possible d'ouvrir le dimanche dans les gares et les aéroports mais sans occuper du personnel. La révision de loi proposée permet de clarifier cette situation puisqu'elle autorise les commerces et entreprises de prestations de services dans les centres de transports publics à employer du personnel le dimanche sans restriction d'assortiment ou de biens vendus.

On aurait pu se poser la question de savoir si le problème n'était pas à régler dans le contexte de la loi fédérale sur les chemins de fer. Mais, très justement, la commission propose une modification de la loi sur le travail, puisqu'une modification de la loi sur les chemins de fer n'aurait pas permis

AB 2004 N 358 / BO 2004 N 358

d'apporter la clarification nécessaire, notamment en matière de services accessoires autorisés ou non. Puisque la restriction de l'assortiment est inscrite dans la loi sur le travail, il est donc bien juste d'opérer par cette voie-là. La révision proposée ne définira plus les magasins qu'en fonction de leur situation géographique, et non plus selon les besoins des voyageurs dans le détail.

Un mot maintenant sur la question de la protection des travailleurs et des travailleuses. Le Conseil fédéral retient que les dispositions spéciales sur les durées du travail et du repos, telles qu'elles sont actuellement applicables aux services accessoires des gares, seront dans tous les cas introduites dans l'ordonnance 2 relative à la loi sur le travail. Le Conseil fédéral envisage à ce sujet de prévoir un repos compensatoire de 47 heures pour les dimanches travaillés, ce qui correspond à l'introduction de la semaine de cinq jours. De plus, les travailleurs auront au minimum douze dimanches libres par année. Quand bien même ces dimanches peuvent être répartis de manière irrégulière dans l'année, il s'agit tout de même d'une disposition qui équivaut sur l'ensemble à un dimanche libre par mois. De plus, les autres dispositions de la loi sur le travail et de ses ordonnances assurant la protection des travailleurs seront applicables à cette catégorie de personnel. Parmi ces dispositions, on peut citer à titre d'exemple la durée hebdomadaire maximale de travail, l'interdiction de travailler plus de six jours consécutifs et l'octroi d'un repos quotidien de 11 heures.

Je prends encore la proposition de minorité Gysin Remo. Quoi qu'en pense Monsieur Rechsteiner Paul, le Conseil fédéral ne la considère pas comme une stupidité. Il pense que la loi sur le travail règle la protection des travailleurs et que, jusqu'à présent, il n'a jamais été fait état dans cette loi d'éléments de droit privé du contrat de travail. L'introduction de cette disposition constituerait donc un changement fondamental qui, aujourd'hui, ne semble pas approprié. De plus, vu le nombre de personnes qui sont concernées et le nombre restreint d'entreprises intéressées, cela aurait pour conséquence de ne toucher qu'une faible partie de la branche.

Bien que Monsieur Rechsteiner ne soit pas là, pour ce qui est de l'acte de foi qu'il me demande, je peux lui dire qu'il y a de bons chrétiens dans tous les partis, et pas seulement dans le nôtre.

Maitre Jean-Philippe (C, GE), pour la commission: Je m'exprimerai tout d'abord à propos de la proposition de minorité Rennwald. Monsieur Rennwald a donné comme argument principal – et c'est un argument partagé par plusieurs orateurs qui l'ont développé à cette tribune – que la disposition qui vous est proposée ici, en réalité, n'était rien d'autre qu'une manifestation nouvelle de la politique de déréglementation – je vous cite à peu près mot à mot. La réponse doit être clairement non. Il n'en est pas question.

C'est un autre problème qui vous est soumis aujourd'hui, ça n'est rien que celui de la clarification du statu



quo. Dans les gares, dans les grandes gares et dans les aéroports, actuellement, et cela depuis des années, vous avez des assortiments qui sont vendus sur la base d'une interprétation extensive de la loi fédérale sur les chemins de fer. C'est cette interprétation extensive que le Tribunal fédéral a critiquée et c'est ce qui nous conduit à devoir clarifier la loi.

Si vous permettez, Monsieur Rennwald, je ferai une petite observation personnelle: s'il s'agissait d'une nouvelle manifestation de déréglementation et en l'occurrence d'une volonté d'ouvrir ainsi la porte de manière irréversible à une généralisation des ouvertures du dimanche – qui est ce que vous craignez –, je ne serais pas à la table des rapporteurs pour développer le point de vue de la majorité de la commission. Pourquoi? J'ai moi-même à l'époque, comme parlementaire et comme membre engagé dans mon parti, mené la fronde pour soutenir le référendum contre la dernière révision de la loi sur le travail, pour deux raisons: parce qu'elle était déséquilibrée au détriment des travailleurs et parce qu'elle comportait cette généralisation de l'ouverture des commerces à concurrence de six dimanches par année. Je n'entends donc pas me contredire.

Il ne s'agit ici de rien d'autre que de régler de manière juridiquement correcte ce qui correspond au statu quo. Le reste est de la spéculation intellectuelle ou politique. Mais nous n'avons pas à engager ici un débat qui n'est pas celui du jour. Nous ne voulons en aucun cas ouvrir la porte à une déréglementation du type de celle que craignent les orateurs qui ont soutenu la minorité Rennwald.

Je voudrais dire de la manière la plus claire que si nous ne clarifions pas la loi, la situation provisoire, la situation précaire qu'a relevée le président de la Confédération, devra manifestement être réglée d'une autre manière. Comment devra-t-elle être réglée? C'est simplement par un retrait des autorisations qui sont données aujourd'hui, encore à titre précaire, aux magasins qui vendent des assortiments élargis. Je vous donne rendez-vous auprès des commerçants dont il s'agit, et surtout auprès de leurs employés, pour aller leur expliquer qu'à partir du 1er janvier de l'année prochaine, ils ne pourront plus travailler dans les mêmes conditions, en l'occurrence que le commerce peut être dans certaines situations mis en péril!

Il a été dit qu'on procédait de manière urgente. Mais on ne procède pas de manière urgente! L'initiative parlementaire Hegetschweiler a été déposée en avril 2002. Depuis, la procédure s'est déroulée de manière parfaitement régulière et à un rythme normal. Mais nous devons traiter maintenant cet objet, parce que, encore une fois, la situation provisoire à laquelle le SECO a consenti, qui est manifestement extensive par rapport à l'application stricte de la loi que réclame le Tribunal fédéral, ne pourra pas durer au-delà de 2004.

J'aimerais traiter rapidement, et je conclus par là, la proposition Daguët qui demande de renvoyer le projet à la commission avec mandat de consulter les cantons et les partenaires sociaux. La commission s'est posé cette question et a traité cette demande; elle est arrivée à la conclusion qu'en l'état, ça n'était pas nécessaire pour plusieurs raisons. Tout d'abord, et je le rappelle, ce projet n'a pour seul but que de clarifier, sur le plan juridique, une situation de fait qui existe. Il n'y a donc pas de modification fondamentale d'une norme. Ensuite, la nouvelle norme ainsi clarifiée et précisée selon les vœux de la majorité de la commission devrait entrer en vigueur au tout début de l'année prochaine au plus tard. Une consultation pourrait donc compromettre cette échéance. Je dois dire également que ce qui pourrait être beaucoup plus intéressant, parce que plus pointu, et qui sera fait – Monsieur le président de la Confédération a donné quelques éléments de ce qui pourrait se trouver dans l'ordonnance –, est une consultation au niveau de l'ordonnance. Cela se justifie complètement, parce qu'à la différence de ce qui se passe avec la clarification de la loi, on a, avec l'ordonnance, toute une série de précisions qui évidemment concernent directement la situation des travailleurs, et là, il se justifie à l'évidence de recueillir l'avis notamment des partenaires sociaux et des cantons qui sont directement concernés.

Pour terminer, je voudrais indiquer ceci. Le fait que les partenaires sociaux n'aient pas été directement consultés a été critiqué. Mais permettez-moi quand même cette précision, qui est une évidence: les partenaires sociaux, et en tout cas la partie syndicaliste, sont très bien représentés dans la Commission de l'économie et des redevances. Nous avons dans cette commission des Rechsteiner, des Rennwald, des Daguët; c'est la fine fleur du syndicalisme helvétique. Il n'y manquerait plus que notre collègue Fasel pour avoir le sentiment que les non-syndicalistes de cette commission auraient été invités non pas à une séance de la Commission de l'économie et des redevances, mais à une réunion syndicale élargie. Donc, on ne peut pas dire de ce point de vue-là que l'avis des syndicats n'a pas été correctement exprimé dans le cadre de cette commission.

Voilà les raisons pour lesquelles la majorité de la commission vous propose de rejeter la proposition de minorité Rennwald et également la proposition Daguët.

Rennwald Jean-Claude (S, JU): Je suis ravi de constater la puissance des syndicalistes au sein de la Commission de l'économie et des redevances!



Ceci dit, j'ai bien écouté votre raisonnement selon lequel, pour vous, ce qui nous est proposé aujourd'hui n'est pas le début d'une "brèche" généralisée, s'agissant du travail du dimanche. Alors, est-ce que je peux en déduire qu'avec nous, vous combattrez l'initiative parlementaire Wasserfallen 03.463 qui demande la généralisation de l'ouverture des magasins quatre dimanches par année?

Maitre Jean-Philippe (C, GE), pour la commission: Je ne puis ici vous répondre qu'à titre personnel puisque vous m'interpellez à titre personnel. Je suis personnellement contre cette initiative parce que j'entends être crédible, si je suis ici pour la clarification de la loi.

J'ajoute une raison que vous connaissez bien. Je pense que, contrairement à ce que vous imaginez, si vous rejetez cette clarification de la loi, vous augmentez la pression pour une généralisation de la règle d'ouverture des dimanches. La règle aujourd'hui, c'est l'interdiction d'ouverture des commerces le dimanche. L'exception, c'est celle qu'on connaît dans les stations touristiques et c'est celle qu'on connaît dans les grandes gares et dans les aéroports. Si vous refusez de traiter normalement l'exception, il ne restera plus d'autre solution que de faire pression pour élargir la règle. Vous en prenez le risque!

Wandfluh Hansruedi (V, BE), für die Kommission: Die Minderheit Rennwald will nicht auf die Vorlage eintreten, obschon der Nationalrat der Kommission mit 87 zu 43 Stimmen deutlich den Auftrag gegeben hat, einen Entwurf für eine Gesetzesänderung auszuarbeiten. Die Minderheit wehrt sich, wie sie dargelegt hat, gegen die Aushöhlung des Arbeitsgesetzes und des Arbeitnehmerschutzes. Sie zweifelt daran, dass längere Öffnungszeiten zusätzliche Arbeitsstellen schaffen.

Ich kann dazu klar sagen, dass die Bestimmungen des Arbeitnehmerschutzes im Prinzip nicht betroffen sind. Die geltenden Gesetze bleiben weiterhin in Kraft, die bestehenden Schutzverordnungen ebenfalls. Im Gegenteil: Herr Bundespräsident Deiss hat ausgeführt, dass in der Verordnung zusätzliche Verbesserungen angebracht werden sollen.

Die Mehrheit der Kommission ist der Meinung, dass das Offenhalten der Geschäfte in den Zentren des öffentlichen Verkehrs einem Bedürfnis entspricht. Selbst Exponenten der rot-grünen Minderheit haben hier zugegeben, dass sie an sich gerne am Sonntag in Zentren des öffentlichen Verkehrs einkaufen. Am Sonntag ist laut Ladeninhabern im Hauptbahnhof Zürich der Umsatz um rund 20 Prozent höher als an normalen Werktagen. Wir können daraus schliessen, dass – wie die eidgenössische Abstimmung über die Änderung des Arbeitsgesetzes im Jahre 1996 und verschiedene kantonale Abstimmungen der letzten Jahre gezeigt haben – die generelle Liberalisierung der Ladenöffnungszeiten nicht mehrheitsfähig ist, dass aber der Sonntageinkauf an zentraler Lage durchaus erwünscht ist. Zwei Abstimmungen in Zürich haben dies bestätigt. Hinzu kommt, dass durch die Belegung der Bahnhöfe die Sicherheit der Passanten tendenziell erhöht wird.

Die Kommission beantragt Ihnen mit 18 zu 7 Stimmen, den Nichteintretensantrag der Minderheit Rennwald abzulehnen.

Noch ein Wort zum Rückweisungsantrag Daguet: Herr Daguet hat den Antrag Rechsteiner Paul aus der Kommission aufgenommen und stellt ihn hier als Einzelantrag vor. Er fordert, dass bei den Kantonen und den Sozialpartnern eine Vernehmlassung durchgeführt wird. Der Rückweisungsantrag wurde in der Kommission behandelt und mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung abgelehnt. Die Mehrheit der Kommission teilte die Meinung, dass die Autonomie der Kantone, die Ladenöffnungszeiten festzulegen, durch die Gesetzesänderung nicht betroffen werde und dass deshalb auf eine Vernehmlassung zu verzichten sei. Ich erinnere daran: Es geht nicht um die Öffnungszeiten der Geschäfte, sondern um die Beschäftigung von Personen in den Geschäften. Auch bezüglich der Sozialpartnerschaft sieht die Mehrheit der Kommission keine zwingende Notwendigkeit, eine Vernehmlassung durchzuführen. Die Positionen zur Thematik sind erstens bekannt, und zweitens sind sie von den Kommissionsmitgliedern und den Exponenten der Sozialpartner nochmals vollständig eingebracht worden. Wie gesagt: Die Mehrheit der Kommission beantragt mit 15 zu 8 Stimmen bei 1 Enthaltung, den Rückweisungsantrag abzulehnen.

Ich bitte Sie, der Mehrheit zu folgen und den Antrag der Minderheit Rennwald und den Rückweisungsantrag Daguet abzulehnen.

Vischer Daniel (G, ZH): Herr Wandfluh, in der Debatte wurde die Ansicht vertreten, der Minderheitsantrag Gysin Remo sei in einem gewissen Sinne gesetzgeberisch gar nicht möglich. Sind Sie nicht auch der Meinung, dass gerade diese Frage klärungsbedürftig ist und von der Kommission in ein Vernehmlassungsverfahren einbezogen werden müsste? Vielleicht müsste darüber sogar eine Lehrmeinung eingeholt werden.

Wandfluh Hansruedi (V, BE), für die Kommission: Den Antrag der Minderheit Gysin Remo werden wir nachher behandeln. Zuerst wird über Eintreten beschlossen, dann kommt der Antrag der Minderheit Gysin Remo. Ich



werde als Kommissionssprecher zu diesem Antrag Stellung nehmen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 02.422/464)

Für Eintreten 115 Stimmen

Dagegen 64 Stimmen

Präsident (Binder Max, Präsident): Wir stimmen nun über den Rückweisungsantrag Daguet ab.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 02.422/465)

Für den Antrag Daguet 75 Stimmen

Dagegen 105 Stimmen

Bundesgesetz über die Arbeit in Industrie, Gewerbe und Handel
Loi fédérale sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Ziff. I Einleitung

Antrag der Kommission: BBI

Titre et préambule, ch. I introduction

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Art. 27 Abs. 1ter

Antrag der Kommission: BBI

Neuer Antrag der Minderheit

(Gysin Remo, Daguet, Fässler, Genner, Leutenegger Oberholzer, Recordon, Rechsteiner Paul, Rennwald, Strahm)

In Verkaufsstellen und Dienstleistungsbetrieben in Bahnhöfen, welche aufgrund des grossen Reiseverkehrs Zentren des öffentlichen Verkehrs sind, sowie in Flughäfen dürfen Arbeitnehmerinnen und Arbeitnehmer sonntags beschäftigt werden, sofern ein Gesamtarbeitsvertrag abgeschlossen wurde. Der Gesamtarbeitsvertrag muss Bestimmungen über die minimale Entlohnung, über die Arbeitszeit und über Zulagen für die Arbeit am Sonntag enthalten.

AB 2004 N 360 / BO 2004 N 360

Art. 27 al. 1ter

Proposition de la commission: FF

Nouvelle proposition de la minorité

(Gysin Remo, Daguet, Fässler, Genner, Leutenegger Oberholzer, Recordon, Rechsteiner Paul, Rennwald, Strahm)

Les magasins et entreprises de prestations de services situés dans les gares qui, compte tenu de leur important trafic de voyageurs, sont des centres de transports publics ainsi que dans les aéroports peuvent occuper des travailleurs le dimanche, dans la mesure où un contrat collectif a été conclu. Le contrat collectif doit contenir des dispositions sur la rétribution minimale, le temps de travail et les allocations pour le travail du dimanche.

Gysin Remo (S, BS): Ich hoffe, Sie haben den schriftlichen Text vor sich. Ich verstehe nicht, warum wir angesichts der verschiedenen Anträge keine Fahne bekommen haben, welche die Orientierung erleichtert hätte.



Wir haben das verlangt, und aus unverständlichen Gründen ist hier ein Verwirrspiel veranstaltet worden, das ich nicht begreife! Das vorweg.

Der Minderheitsantrag lässt sich auf zwei Stichworte fokussieren: erstens Kompromiss und zweitens Gesamtarbeitsvertrag. Hier sind die beiden Stichworte identisch; der Gesamtarbeitsvertrag ist der ausgewogene Kompromiss, den wir Ihnen beliebt machen.

Wir haben eine komplexe Situation, das haben Sie in der Eintretensdebatte gehört. Wir haben verschiedene Blickwinkel und Interessenlagen, wir haben den Arbeitnehmerschutz, den Blickwinkel der KMU, die Konsumenten, die Öffentlichkeitsdiskussion, die Diskussion um Nachtarbeit. In dieser Situation ist es wichtig, dass wir nicht einseitig eine Interessengruppe – hier den Arbeitnehmerschutz, die Arbeitnehmerinnen – belasten. Das ist aber der Fall. Was es in dieser Situation braucht, ist ein Ausgleich, ein Kompromiss, ein "check and balance". Das ist das, was wir Ihnen vorschlagen.

Ich möchte auch daran erinnern, dass wir uns hier in dem, was wir bereits beschlossen und eingeleitet haben, in einem Feld bewegen, zu dem die Bevölkerung Nein gesagt hat. Gesamtschweizerisch war das 1996 in der Abstimmung der Fall, und – Sie haben es gehört – es war in einzelnen kantonalen Abstimmungen der Fall: in Aargau, Basel, Solothurn, Uri, St. Gallen, Graubünden, Zug, Luzern und Freiburg – das sind Kantone, die sich anders geäußert haben im Vergleich zu dem, was Sie vorher beim Eintreten beschlossen haben.

Es geht zudem um ein Tätigkeitsfeld – um Bahnhöfe, Flughäfen –, in dem die Arbeitsbedingungen traditionell typischerweise sehr schlecht sind. Sie sind durch tiefe Löhne gekennzeichnet. Ich kann Ihnen ein Beispiel nennen: Eine Kioskangestellte erhält nach zwanzig Jahren Arbeit einen Lohn von 2800 Franken netto. Stundenlöhne von 16 Franken sind nicht unüblich. Es trifft nicht zu, was Herr Zuppiger behauptet hat, es gibt hier keine Regelung des Mindestlohnes durch den Bundesrat! Das ist schlicht erfunden! Ich hoffe, Herr Bundesrat Deiss kann das noch klarstellen.

Die Arbeitsbedingungen sind nicht nur durch tiefe Löhne gekennzeichnet, sondern auch durch die Arbeit auf Abruf und durch die ungesunden Bedingungen: Man arbeitet z. B. in künstlichem Licht oder im Durchzug, und es herrscht Hektik. Es gibt in diesen Bereichen auch wenige Kontrollen der Arbeitsbedingungen. In dieser Situation haben wir zu schauen, dass der Arbeitnehmerschutz nicht ausgehöhlt wird. Es braucht einen Gesamtarbeitsvertrag.

Ich stehe auch als Basler hier. Ich darf Ihnen die Erfahrungen des Kantons Basel-Stadt näher bringen: Wir haben 1997 ein Ladenschlussgesetz genehmigt, welches einen Abendverkauf pro Woche an den Abschluss eines Gesamtarbeitsvertrages knüpfte. Das hat sich bewährt. Diese Konstruktion gibt es, das ist nichts Neues. Wir haben diese Konstruktion – eine Lösung für die Öffnungszeiten, verbunden mit einem Gesamtarbeitsvertrag – auch in Genf. Im Kanton Genf, der im Detailhandel auf eine lange Tradition der Verständigung unter den Sozialpartnern zurückblickt, konnte im Jahre 2001 ein Rahmenvertrag für das gesamte Verkaufspersonal unter Dach und Fach gebracht werden. Dies war eine der Bedingungen, welche die örtlichen Gewerkschaften vor Aufnahme der Gespräche über die Einrichtung eines Abendverkaufs pro Woche gestellt hatten. Das sind zwei wegweisende Regelungen, mit denen positive Erfahrungen gemacht worden sind und die wir mit unserem Antrag nun hier einbauen möchten. Es ist nichts Neues; es hat sich von unten, von den Kantonen her, bewährt, und wir sollten das hier übernehmen.

Es sind aber nicht nur soziale, familienpolitische und gesundheitliche Gründe, die für einen Gesamtarbeitsvertrag sprechen. Es gibt auch wettbewerbsspolitische Gründe für diese Regelung. Sie haben vielleicht auch das Schreiben der Schweizer Detaillisten bekommen, und ich frage Sie: Warum suchen wohl Detaillisten mit Läden nicht im, aber unmittelbar neben dem Bahnhof im Hinblick auf die unterschiedlichen Regelungen, die sie dann beobachten können, mit uns eine andere Lösung, als sie der Bundesrat vorgeschlagen hat? Der Schweizer Detaillistenverband mit seinem Zentralpräsidenten, Herrn Kündig, setzt sich für ein "check and balance" ein, für einen Ausgleich in unserem Sinne.

Ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen. Das ist ein Kompromissantrag; er ist ausgewogen und tragfähig. Ich bitte Sie, ihn zu unterstützen.

Präsident (Binder Max, Präsident): Das Wort für eine persönliche Erklärung hat Herr Rime.

Rime Jean-François (V, FR): Monsieur Gysin, nous ne sommes pas opposés au contrat collectif, mais nous sommes convaincus que ça n'a rien à faire dans la loi. Pour participer à des négociations sur un contrat collectif, je sais pertinemment comment on peut faire échouer ces négociations, et je considère que l'introduction de cet alinéa dans la loi ne sert qu'à bloquer la situation.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die SVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.



Vischer Daniel (G, ZH): Die grüne Fraktion schliesst sich der Minderheit Gysin Remo an.

Es wurde vorhin moniert, die Lösung, einen Gesamtarbeitsvertrag in der Gesetzesnovelle zu statuieren, sei gar nicht möglich. Ich weiss, ehrlich gesagt, nicht, warum das nicht möglich und rechtlich nicht zulässig sein soll. Der Bund hat ja gute Erfahrungen mit solchen Lösungen gemacht. Nicht zuletzt in jenen Bereichen, die privatisiert wurden – sei es bei der Post, sei es bei anderen Unternehmen –, wurde bei den entsprechenden Gesetzesnovellen eine vergleichbare Regelung betreffend Gesamtarbeitsvertrag aufgenommen.

Es gibt aber auch eine spezifische Begründung, warum es in diesem Bereich sinnvoll und nötig ist, dass der Gesetzgeber eine solche Vorkehrung trifft. Wir regeln ja ein Sonderbedürfnis im öffentlichen Raum der Bahnhöfe. Der Anknüpfungspunkt dieser Vorlage sind ja Bahnhöfe; es ist nicht irgendein allgemeiner Raum, sondern es wird auf ein zusätzliches öffentliches Interesse in den Bahnhöfen abgestellt, weshalb eine Ausdehnung bzw. eine Deregulierung der Schutzbestimmungen des Arbeitsgesetzes nötig ist.

Sie haben gehört und wissen so gut wie ich, dass die Arbeitsbedingungen des Verkaufspersonals prekär sind. Mithin kann es der öffentlichen Hand nicht gleichgültig sein, unter welchen Bedingungen in dem von ihr besonders bevorzugten öffentlichen Raum Leute am Sonntag zusätzlich arbeiten müssen. Deswegen muss der Gesetzgeber dafür besorgt sein, dass tatsächlich Schutzbestimmungen greifen können, dass Mindestgarantien vorhanden sind und der Zwang besteht, einen Gesamtarbeitsvertrag abzuschliessen.

Für uns von der grünen Fraktion ist die Zustimmung zu diesem Minderheitsantrag, wie bereits dargetan, eine *Conditio sine qua non* für die Zustimmung zu dieser Vorlage. Herr

AB 2004 N 361 / BO 2004 N 361

Hegetschweiler, es wird sich nun zeigen: Entweder sind Sie einfach für mehr Verkaufsflächen und für mehr Handel und halten es im Übrigen mit dem Motto "Nach mir die Sintflut", oder Sie sind ein sozial verantwortungsvoller Mensch. Wenn Sie das sind, dann ist es für Sie gratis, dem Antrag der Minderheit Gysin Remo zuzustimmen.

Hegetschweiler Rolf (RL, ZH): Ich bitte Sie, der Mehrheit zuzustimmen und den Antrag der Minderheit Gysin Remo abzulehnen. Arbeitsvertragliche Regelungen sind die Angelegenheit von Sozialpartnern und haben in diesem Gesetz keinen Platz. Es sind in einem solchen Einkaufszentrum ja auch verschiedenste Branchen betroffen, darum wäre es auch systemwidrig, wenn man hier Gesamtarbeitsverträge vorschreiben würde. Wie der Bundesrat in seiner Stellungnahme zu Recht ausführt, wäre es unrichtig und sachlich falsch, wenn die Beschäftigung von Personal am Sonntag vom Abschluss eines Gesamtarbeitsvertrages abhängig gemacht würde. Das Arbeitsgesetz regelt ja den Arbeitnehmerschutz – also Arbeits- und Ruhezeiten, Gesundheitsschutz usw. –, aber nicht die privatrechtlichen Elemente eines Arbeitsvertrages, wie beispielsweise Lohnfragen. Die von der Minderheit gewünschte Änderung würde einer falschen und unerwünschten grundlegenden Systemänderung des Arbeitsgesetzes Vorschub leisten und ist darum abzulehnen.

Ich bitte Sie also, den Minderheitsantrag nicht anzunehmen.

Präsident (Binder Max, Präsident): Die CVP-Fraktion unterstützt den Antrag der Mehrheit.

Deiss Joseph, président de la Confédération: J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer sur la question lors du débat d'entrée en matière. Je n'ai pas d'autres éléments à ajouter que ceux que je vous avais donnés.

Certains intervenants ont très justement souligné le fait que la loi sur le travail règle la question de la protection des travailleurs, notamment quant à la durée du travail, la durée du repos, la protection de la santé, mais ne traite pas des aspects de droit privé du contrat de travail. En particulier, les questions salariales ne sont en principe pas réglées par la loi sur le travail et, dans notre pays, ces questions sont l'objet des discussions et des négociations entre partenaires sociaux. Adopter la proposition de minorité Gysin Remo reviendrait donc à introduire ici, pour un groupe relativement restreint d'entreprises de natures diverses et pour un nombre relativement restreint de personnes occupées, un changement de la systématique qui n'est pas souhaitable.

Ceci dit, j'aimerais quand même rectifier un élément lancé dans le débat par Monsieur Zuppiger – jusqu'à nouvel avis, il n'est pas autorisé à s'exprimer au nom du Conseil fédéral, surtout lorsqu'il répand de fausses nouvelles – puisqu'il n'y a actuellement pas de dispositions prévues ou mises en place par le Conseil fédéral en ce qui concerne un salaire minimal.

Le Conseil fédéral s'oppose donc à la proposition de la minorité Gysin Remo.

Maitre Jean-Philippe (C, GE), pour la commission: La proposition défendue par la minorité a été examinée attentivement en commission, laquelle a conclu à son rejet, par 16 voix contre 8, et cela pour plusieurs motifs. Il est évidemment reconnu que les conventions collectives de travail sont un instrument important dans les



relations de travail et dans les relations entre partenaires sociaux. Mais c'est un instrument qui est en mains des partenaires sociaux et qui ne doit pas trouver de concrétisation dans la loi en tant que telle. Sinon, on en change la nature. Cela aurait par ailleurs un effet indésirable si ici, de manière spécifique, on mettait cette exigence légale, alors qu'il s'agit de relations entre partenaires sociaux. On aurait en quelque sorte deux types de conventions collectives: on aurait celles qui trouvent un ancrage dans la loi et celles qui ne trouvent pas d'ancrage dans la loi. Cela pourrait donner lieu à un certain nombre de difficultés d'interprétation entre – si vous me permettez l'expression un peu sportive – des conventions collectives de ligue nationale A, qui trouveraient leur ancrage dans la loi, et des conventions collectives de ligue nationale B, qui seraient simplement le fruit de la négociation et de l'accord des partenaires sociaux. Il peut, bien sûr, y avoir quelques exceptions justifiées, notamment pour des motifs prépondérants dans le cadre de la libre circulation des personnes, ou d'autres motifs de ce type. Je crois, d'autre part – la majorité de la commission l'a relevé –, qu'il ne faut pas créer deux régimes différents pour les mêmes commerces, mais qui se trouvent dans des situations géographiques différentes, où on aurait certains commerces sous convention collective en tant que telle – avec ancrage dans la loi – et d'autres qui sont exactement les mêmes, mais pour lesquels il n'y aurait pas de convention collective, le cas échéant, applicable.

Donc, voilà les raisons pour lesquelles la majorité de la commission a été réticente – pour ne pas dire négative – et ce d'autant que les dispositions essentielles que vous visez en matière de temps de travail ou de repos compensatoire devront se trouver dans l'ordonnance. Pour le surplus, les dispositions salariales sont typiquement laissées à la négociation des partenaires sociaux.

Pour toutes ces raisons, la majorité de la commission vous propose de rejeter la proposition de minorité Gysin Remo.

Recordon Luc (G, VD): Monsieur le président de la Confédération, vous avez dit qu'il n'était pas adéquat, pas acceptable, qu'une convention collective de travail figure dans un texte comme la loi sur le travail parce que c'est un instrument de droit privé. Mais n'avez-vous pas conscience de la mixité extrêmement fréquente en droit suisse des instruments de droit privé et de droit public qui ont respectivement un effet sur l'autre partie du droit? N'avez-vous pas conscience en particulier que l'article 20 du Code des obligations, lorsqu'il rend illicites toute une série d'éléments résultant du droit public, en fait en réalité une importation en droit privé? Ne voyez-vous pas, dès lors, qu'il n'y a pas de raison dogmatique, juridique, d'interdire qu'une convention collective – instrument de droit privé – doive obligatoirement être conclue pour que certaines conséquences puissent être tirées dans la loi sur le travail? Je ne vois vraiment pas, pour ma part en tout cas, où est le problème juridique.

Deiss Joseph, président de la Confédération: Sur le plan juridique, Monsieur Recordon, le Parlement a tout à fait la possibilité d'inscrire cet alinéa; je n'ai d'ailleurs pas dit qu'il serait contraire à la loi. Ce que j'ai mis en évidence, c'est le fait que la loi sur le travail ne connaît pas, pour l'ensemble des domaines qu'elle couvre, de telles dispositions. Et ce serait, avec la minorité Gysin Remo, l'introduction, pour un domaine excessivement restreint quant au nombre concerné de personnes et d'entreprises, d'une disposition nouvelle.

Un autre élément, qui n'est pas juridique, mais plutôt de l'ordre de la tradition de nos rapports sociaux, est que les questions de ce type, notamment salariales, sont considérées comme étant du domaine des rapports entre les partenaires sociaux.

Wandfluh Hansruedi (V, BE), für die Kommission: Die Minderheit Gysin Remo will die Beschäftigung von Personal am Sonntag und am Abend nur für Betriebe zulassen, die einen Gesamtarbeitsvertrag abschliessen, der erstens Mindestlöhne, zweitens Arbeitszeit und drittens Zulagen für die Sonntagsarbeit festsetzt.

Die Mehrheit der Kommission widersetzt sich diesem Ansinnen im Verhältnis von 16 zu 8 Stimmen. Arbeitsvertragliche Bestimmungen festzulegen ist eine Angelegenheit der Sozialpartner, nicht des Gesetzgebers. Dasselbe gilt für die Inhalte von Gesamtarbeitsverträgen. Das Arbeitsgesetz regelt den Arbeitnehmerschutz ohne Berücksichtigung der privatrechtlichen Elemente des Arbeitsvertrages. So werden z. B. Lohnfragen im Arbeitsgesetz grundsätzlich nicht geregelt. Die Annahme des Antrages der Minderheit Gysin Remo

AB 2004 N 362 / BO 2004 N 362

würde zu einem grundsätzlichen Systemwechsel im Arbeitsgesetz führen. Dies ist nach Ansicht der Mehrheit der Kommission nicht erwünscht.

Ich bitte Sie im Namen der Mehrheit der Kommission, den Antrag der Minderheit Gysin Remo abzulehnen.

Levrat Christian (S, FR): Monsieur Wandfluh, la Suisse a ratifié il y a quelques années la Convention no 98 de l'OIT, par laquelle elle s'engage à promouvoir la conclusion d'accords collectifs entre les organisations de



travailleurs et les organisations patronales. C'est une obligation qui incombe à l'ensemble des autorités de ce pays, au gouvernement comme au Parlement. Comment entendez-vous concrétiser cette obligation si, chaque fois que la question se pose concrètement, dans un projet de loi, d'inciter les partenaires sociaux à conclure une convention collective de travail, vous rejetez cette proposition en indiquant que les partenaires sociaux doivent agir librement, indépendamment du gouvernement?

Wandfluh Hansruedi (V, BE), für die Kommission: Wir haben einen Schutz der Arbeitnehmer. Der ist heute voll gegeben. Es macht keinen Sinn, hier neue Komponenten ins Arbeitsgesetz aufzunehmen, die im Prinzip systemfremd sind. Sonst muss das Arbeitsgesetz dann grundsätzlich auch auf andere neue Elemente hin überprüft werden.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 02.422/466)

Für den Antrag der Mehrheit 94 Stimmen

Für den Antrag der Minderheit 77 Stimmen

Ziff. II

Antrag der Kommission: BBI

Ch. II

Proposition de la commission: FF

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 02.422/467)

Für Annahme des Entwurfes 106 Stimmen

Dagegen 64 Stimmen

Le président (Binder Max, président): J'ai le plaisir de souhaiter un bon anniversaire à Madame Martine Brunschwig Graf et à Monsieur Pierre-Yves Maillard. Mes meilleurs voeux les accompagnent dans la nouvelle année. (*Applaudissements*)